

# Table des matières

Introduction.....	5
-------------------	---

## Livre I. Les sources et les principes du droit de l'environnement

### PARTIE 1 – Les sources du droit de l'environnement

<b>Titre 1. L'Union européenne et l'environnement : du menu à la carte aux stratégies protectionnistes.....</b>	<b>12</b>
<b>Chapitre 1 – Menu à la carte.....</b>	<b>12</b>
Section 1. Les succès du droit de l'environnement.....	13
§I. Les directives Seveso .....	13
§II. La Directive qualité des eaux de baignade (1987) .....	13
§III. La Directive sur les déchets (1975).....	14
Section 2. Les échecs du droit de l'environnement.....	15
<b>Chapitre 2 – Les stratégies protectionnistes .....</b>	<b>16</b>
<b>Titre 2. De l'écologie de marché à la recherche d'un nouveau système de régulation .....</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre 1 – Les données théoriques .....</b>	<b>18</b>
Section 1. L'approche libérale.....	18
§I. Les effets externes .....	18
§II. Le dépassement des obstacles.....	19
§III. L'approche microéconomique : la course à l'efficacité .....	20
Section 2. Les contraintes écologiques.....	21
§I. Les données théoriques : la relation d'inclusion .....	21
§II. À la recherche d'un nouveau système de régulation .....	21
A) Le constat.....	22
B) La contrainte écologique .....	24
§III. Les limites de ce système extra-économique.....	25

**PARTIE 2 – Introduction au droit de l'environnement**

<b>Titre 1. Présentation du droit de l'environnement .....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 1 – Notion d'environnement.....</b>	<b>27</b>
<b>Chapitre 2 – Notion de droit de l'environnement .....</b>	<b>28</b>
<b>Titre 2. Les grands principes du droit de l'environnement et leur valeur juridique .....</b>	<b>29</b>
<b>Chapitre 1 – Les principes posés dans la charte de l'environnement .....</b>	<b>29</b>
Section 1. Valeurs des principes de la charte de valeur constitutionnelle.....	29
§I. Le principe de précaution dans la charte.....	30
§II. Le principe pollueur-payeur dans la charte.....	31
§III. Le principe de prévention dans la charte.....	31
§IV. Le principe du droit à la santé dans la charte.....	32
Section 2. Respect des compétences et compatibilité des lois et règlements par rapport à la charte.....	32
Section 3. Valeur constitutionnelle des dispositions de la Charte.....	33
<b>Chapitre 2 – Les principes généraux du droit de l'environnement .....</b>	<b>33</b>
Section 1. Le principe de précaution .....	34
§I. Le principe de précaution en droit international .....	34
§II. Le principe de précaution en droit national .....	34
§III. La portée et l'application du principe de précaution .....	37
Section 2. Le principe de prévention .....	38
§I. Le principe de prévention en droit international .....	38
§II. Le principe de prévention en droit national .....	38
Section 3. Le principe du pollueur-payeur .....	39
§I. Définition du principe du pollueur-payeur .....	39
§II. La mise en œuvre du principe du pollueur-payeur en France .....	40
A) La définition de la notion de pollution.....	40
B) Les dommages exclus des dommages liés à la notion de pollution.....	41
§III. Le préjudice écologique .....	43
Section 4. Les autres principes.....	43
§I. Les principes d'information et de participation.....	43
A) Le principe d'information .....	43
B) Le principe de participation .....	46
C) La mise en œuvre de ces principes .....	46
Section 2. Les principes d'intégration et de substitution .....	47
§I. Le principe d'intégration .....	47
§II. Le principe de substitution.....	47

<b>Chapitre 3 – Les valeurs véhiculées par le droit de l’environnement .....</b>	<b>48</b>
Section 1. Le développement durable .....	48
§I. La notion de développement durable.....	48
A) La notion de développement durable en droit international.....	48
B) La notion de développement durable au plan national .....	50
C) Les conditions nécessaires au développement durable .....	50
D) Les objectifs du développement durable .....	51
§II. La prise en compte du développement durable.....	52
A) La Stratégie nationale du développement durable (SNDD) .....	53
B) Politique de l’État et développement durable, administration écoresponsable.....	53
C) Les agendas 21 à l’international.....	54
D) Les agendas 21 en France.....	55
Section 2. Le patrimoine commun de la nation.....	55
§I. La notion de patrimoine commun.....	55
§II. La mise en œuvre de la notion de patrimoine commun .....	56

### **PARTIE 3 – La responsabilité environnementale**

<b>Titre 1. La responsabilité civile .....</b>	<b>57</b>
<b>Chapitre 1 – La responsabilité délictuelle .....</b>	<b>57</b>
<b>Chapitre 2 – La responsabilité contractuelle.....</b>	<b>58</b>
Section 1. La responsabilité pour faute prouvée.....	58
Section 2. La responsabilité sans faute prouvée.....	58
<b>Titre 2. La responsabilité administrative.....</b>	<b>59</b>
Section 1. La responsabilité pour faute simple.....	59
Section 2. La responsabilité pour faute lourde.....	59
Section 3. La responsabilité pour dommages dus à des travaux ou des ouvrages publics.....	60
Section 4. La responsabilité administrative de l’exploitant .....	60
<b>Titre 3. La responsabilité pénale.....</b>	<b>61</b>
<b>Chapitre 1 – Les personnes responsables.....</b>	<b>61</b>
Section 1. La responsabilité pénale du dirigeant ayant commis une faute concourant au dommage.....	62
Section 2. La responsabilité des délégués.....	62
<b>Chapitre 2 – La responsabilité pénale des personnes morales.....</b>	<b>63</b>
Section 1. Les principes .....	63
Section 2. Les atténuations.....	63

<b>Titre 4. La responsabilité environnementale communautaire.....</b>	<b>64</b>
<b>Chapitre 1 – Les champs d'application de la directive</b>	
<b>sur la responsabilité environnementale .....</b>	<b>64</b>
Section 1. Les domaines exclus de la directive environnementale .....	65
Section 2. Les obligations résultant de la directive environnementale .....	65
<b>Chapitre 2 – La responsabilité des personnes privées.....</b>	<b>67</b>
Section 1. La responsabilité civile environnementale .....	67
§I. L'application de la responsabilité civile en matière d'environnement .....	67
A) Le renforcement de la responsabilité des exploitants .....	67
B) Les dommages exclus pour cause de prescription .....	67
C) Les mesures de réparation .....	68
§II. Les coûts des mesures supportées par l'exploitant.....	69
A) Les coûts à la charge de l'exploitant .....	70
B) Le tribunal compétent.....	70
C) Les personnes pouvant agir en responsabilité .....	70
1) <i>Les actions des associations</i> .....	71
2) <i>L'action des collectivités locales</i> .....	71
3) <i>Les personnes pouvant être reconnues responsables</i> .....	72
Section 2. Les inconvénients anormaux du voisinage et la réparation du préjudice.....	72
§I. L'inconvénient anormal de voisinage.....	72
A) Faute et inconvénient anormal de voisinage .....	72
B) Preuve des inconvénients anormaux du voisinage.....	73
C) Remboursement des frais exposés par des personnes	
de droit public ou des associations.....	74
§II. Les atteintes à l'environnement et l'assurance .....	75
§III. Les excuses non retenues : autorisation, pollution préexistante, installation antérieure .....	77
§IV. Les dommages et intérêts.....	78
§V. Le référé civil.....	79
<b>Chapitre 3 – Indemnisation des victimes des catastrophes technologiques .....</b>	<b>80</b>
Section 1. Indemnisation des victimes de catastrophes technologiques.....	80
§I. L'état de catastrophe technologique .....	81
§II. Portée de la réparation.....	81
Section 2. Rapport d'estimation de la probabilité d'occurrence et du coût des dommages potentiels	
aux tiers en cas d'accident .....	82
Section 3. Rapport annuel aux actionnaires sur la politique de prévention	
et la capacité de la société à indemniser les victimes.....	83
 <b>Titre 5. La responsabilité sociale des entreprises.....</b>	 <b>83</b>
<b>Chapitre 1 – La portée juridique de la RSE.....</b>	<b>86</b>
Section 1. Les textes juridiques encadrant la RSE .....	87

§I. La loi de modernisation sociale de 2002.....	87
§II. La loi NRE de 2001.....	88
Section 2. Le processus de création normatif.....	90
<b>Chapitre 2 – La place de la RSE dans la hiérarchie des normes.....</b>	<b>92</b>
Section 1. La structure de la RSE.....	92
§I. La structure sociale de la RSE.....	92
§II. Analyse critique.....	93
Section 2. La RSE source réelle du droit de l'environnement.....	93
§I. Les sources formelles du droit.....	94
§II. Les sources réelles du droit de l'environnement.....	94
A) La coutume.....	95
B) La RSE et la coutume.....	95
1) <i>Les éléments constitutifs de la coutume</i> .....	95
2) <i>Le régime juridique de la coutume</i> .....	97

## Livres II. Notions générales sur la législation des installations classées et son application

### PARTIE 1 – Champ d'application

<b>Titre 1. Étendue de la réglementation de l'environnement industriel.....</b>	<b>101</b>
<b>Chapitre 1 – Sur le plan juridique.....</b>	<b>102</b>
Section 1. Fixation de la procédure d'enregistrement.....	103
Section 2. Entrée en vigueur effective du régime d'enregistrement.....	104
Section 3. Analyse critique de l'instruction de la demande d'enregistrement.....	104
§I. La demande d'enregistrement.....	104
§II. Le contenu du dossier.....	105
§III. Le risque de requalification.....	106
§IV. Consultations.....	107
§V. La décision de refus d'enregistrement.....	107
§VI. Pas d'enregistrement tacite.....	108
§VII. Les prescriptions particulières et complémentaires.....	108
§VIII. Mise à l'arrêt et remise en état.....	108
§IX. Contentieux.....	109
<b>Chapitre 2 – Possibilités offertes par la législation des installations classées.....</b>	<b>109</b>
Section 1. La protection de l'environnement.....	110

Section 2. Limites de la législation des installations classées .....	111
§I. Les limites législatives et réglementaires .....	111
§II. La législation de l'environnement industriel.....	111
<b>Titre 2. Prise en compte des législations des déchets et de l'eau .....</b>	<b>112</b>
<b>Chapitre 1 – Prise en compte des objectifs de la législation sur les déchets .....</b>	<b>112</b>
Section 1. Les objectifs définis à l'article L.541-1 du code de l'environnement .....	112
Section 2. L'origine géographique des déchets .....	113
§I. Le plan d'élimination des déchets.....	113
§II. Les déchets ultimes.....	114
<b>Chapitre 2 – Prise en compte des intérêts protégés par la loi sur l'eau.....</b>	<b>114</b>

**PARTIE 2 – La détermination des installations classées**

<b>Chapitre 1 – Les installations soumises à la nomenclature .....</b>	<b>117</b>
Section 1. Détermination des installations.....	117
§I. La notion d'installation au plan national .....	117
A) Constituent des installations classables .....	117
B) Ne constituent pas en soi une installation classée .....	118
§II. Notions d'installation au sens des directives Seveso.....	118
Section 2. Les règles particulières aux installations soumises à autorisation et à déclaration .....	119
§I. Les installations soumises à autorisation (classe A).....	119
A) L'exploitation de plusieurs installations classées sur un même site.....	119
B) L'exploitation d'installations non soumises, proches ou dépendantes d'installations classées .....	119
§II. Les installations soumises à déclaration (classe D) .....	120
A) L'exploitation de plusieurs installations inséparables sur un même site ..	120
B) L'exploitation de plusieurs installations indépendantes sur un même site .....	121
<b>Chapitre 2 – Le contenu de la nomenclature     des installations classées .....</b>	<b>121</b>
Section 1. Présentation de la nomenclature des installations classées .....	121
§I. Les sources de la nomenclature des installations classées .....	121
§II. La classification des rubriques de la nomenclature.....	122
Section 2. Les installations classées de par la loi .....	123

**PARTIE 3 – Le cadre procédural communautaire**

<b>Titre 1. La directive IPPC.....</b>	<b>125</b>
<b>Chapitre 1 – La procédure applicable à la directive IPPC.....</b>	<b>125</b>
Section 1. Le contenu de l'autorisation de la directive IPPC .....	126
Section 2. L'application de la directive IPPC au niveau communautaire .....	127
<b>Chapitre 2 – Le contenu de la directive IPPC.....</b>	<b>127</b>
Section 1. L'information du public dans la directive IPPC .....	127
Section 2. L'alignement de la directive IPPC sur la convention d'Aarhus .....	128
§I. La participation du public.....	128
§II. L'accès à la justice.....	129
Section 3. La directive IED est introduite dans le code de l'environnement.....	129
<b>Titre 2. Les directives Seveso .....</b>	<b>132</b>
<b>Chapitre 1 – Présentation de la directive Seveso.....</b>	<b>132</b>
<b>Chapitre 2 – La directive Seveso II de 1996 et III de 2012 .....</b>	<b>133</b>
Section 1. Le champ d'application.....	133
§I. Simplification de la nomenclature Seveso.....	133
§II. Les nouvelles dispositions de la directive 2003.....	134
§III. Les dispositions concernant l'ensemble des établissements.....	134
A) L'effet domino.....	134
B) La maîtrise de l'urbanisation.....	135
C) Les informations à fournir par l'exploitant après un accident majeur....	135
D) L'inspection .....	135
E) Les échanges et systèmes d'information .....	135
Section 2. Les dispositions propres aux établissements à risques .....	136
§I. La notification.....	136
§II. L'exigence d'une politique de prévention des accidents majeurs.....	136
Section 3. Les dispositions propres aux établissements à hauts risques.....	136
§I. La mise en sécurité des établissements .....	136
§II. Les plans d'urgence.....	137
§III. L'information concernant les mesures de sécurité .....	138
Section 4. La directive Seveso III du 4 juillet 2012.....	138
§I. L'adaptation du champ d'application de la directive au règlement CLP .....	138
§II. Distinction établissements nouveaux et établissements existants .....	139
§III. La politique de prévention des accidents majeurs (PPAM), le système de gestion de la sécurité (SGS), le rapport de sécurité et les plans d'urgence.....	140
§IV. Le renforcement de l'information et de la participation du public.....	141

<b>Chapitre 3 – La mise en œuvre de la directive Seveso par la France</b> .....	<b>142</b>
Section 1. Les instructions ministérielles à la suite de l'explosion d'AZF .....	142
Section 2. Les statistiques sur les établissements Seveso .....	142

<b>Titre 3. L'organisation de l'inspection des installations classées</b> .....	<b>143</b>
---	------------

#### **PARTIE 4 – La création d'une installation classée**

<b>Titre 1. La procédure d'autorisation</b> .....	<b>145</b>
---	------------

<b>Chapitre 1 – Les conditions d'obtention de l'autorisation</b> .....	<b>145</b>
--	------------

Section 1. Les conditions tenant au moment et à la personne.....	145
--	-----

§I. La date à laquelle l'autorisation doit être demandée .....	145
--	-----

A) Principe.....	145
------------------	-----

B) Atténuations.....	146
----------------------	-----

§II. L'auteur de la demande d'autorisation.....	146
---	-----

A) Cas général .....	146
----------------------	-----

B) Pluralité d'exploitants sur le même site .....	147
---	-----

C) L'autorité délivrant l'autorisation .....	147
--	-----

<b>Chapitre 2 – Le contenu du dossier d'autorisation</b> .....	<b>147</b>
--	------------

Section 1. L'étendue de la demande d'autorisation.....	147
--	-----

§I. Le principe de proximité.....	147
-----------------------------------	-----

§II. Le contenu de la demande d'autorisation .....	148
--	-----

A) Principes généraux .....	148
-----------------------------	-----

B) Mention des capacités techniques et financières .....	149
--	-----

1) <i>L'obligation des mentions des capacités techniques et financières</i> .....	149
---	-----

2) <i>Le contenu des mentions</i> .....	149
---	-----

3) <i>La justification des modalités des garanties financières</i> .....	150
--	-----

C) Installations soumises à autorisation pour l'émission	
--	--

de gaz à effet de serre .....	150
-------------------------------	-----

<b>Chapitre 3 – La procédure d'autorisation</b> .....	<b>151</b>
---	------------

Section 1. L'autorisation ICPE et les autorisations résultant d'autres législations.....	151
--	-----

§I. L'autorisation ICPE et le permis de construire .....	151
--	-----

A) La liaison de la demande d'autorisation ICPE	
---	--

avec le permis de construire.....	151
-----------------------------------	-----

B) La jurisprudence.....	151
--------------------------	-----

§II. L'autorisation de défrichement et archéologie préventive .....	152
---	-----

A) L'autorisation de défrichement .....	152
---	-----

B) L'archéologie préventive .....	153
-----------------------------------	-----



<b>Section 2. Les pièces complémentaires à fournir</b> .....	153
§I. Les plans à fournir en matière de demande d'autorisation .....	153
A) Les cartes et plans .....	153
B) La notice de conformité à l'hygiène et à la sécurité du personnel figurant dans le dossier de demande d'autorisation .....	154
§II. L'avis du propriétaire et du maire sur la remise en état du site .....	154
<b>Section 3. L'étude d'impact des demandes d'autorisation</b> .....	155
§I. Le champ d'application de l'étude d'impact .....	155
A) Réforme des études d'impact sur l'environnement et des enquêtes publiques .....	155
1) <i>Rappel sur le contexte général de la réforme</i> .....	155
2) <i>Un champ d'application uniformisé</i> .....	156
3) <i>L'Autorité administrative de l'État compétente       en matière d'environnement (AAECE)</i> .....	160
4) <i>Le traitement des modifications des projets</i> .....	161
B) Contenu de l'étude d'impact et procédure de cadrage préalable .....	162
§II. Les modalités de l'enquête publique .....	163
A) Les principales nouveautés issues du décret .....	164
B) Précisions sur la procédure minimale de mise à disposition du public .....	165
C) La forme des décisions administratives .....	165
§III. Les caractères de l'étude d'impact .....	166
A) Une information complète du public .....	166
B) Le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000 .....	167
C) La mise à la disposition du public du fichier des études impacts .....	168
§IV. Le contenu de l'étude d'impact d'une installation classée .....	168
A) Les caractéristiques du contenu de l'étude d'impact .....	168
1) <i>Lien entre l'étude d'impact et l'importance du projet</i> .....	168
2) <i>Caractère suffisant de l'étude d'impact</i> .....	168
B) L'étude d'impact portant sur la modification d'une installation .....	169
§V. Les pièces obligatoires de l'étude d'impact .....	170
A) L'étude d'impact: l'analyse de l'état initial du site et de son environnement .....	170
B) L'analyse des effets du projet sur l'environnement .....	171
1) <i>Volet général</i> .....	171
2) <i>Volet particulier à la santé</i> .....	171
3) <i>Exemples d'applications jurisprudentielles de l'analyse des effets</i> .....	172
4) <i>Raisons justifiant le bien-fondé du projet</i> .....	172
5) <i>Mesures de limitation et de compensation</i> .....	173

<b>Section 4. L'étude de danger</b> .....	<b>174</b>
§I. Le contenu de l'étude de dangers.....	174
A) Les risques interne ou externe à l'installation .....	174
B) La jurisprudence sur l'étude de dangers .....	174
C) La prise en compte des effets de seuil dans l'étude de danger .....	175
1) <i>Seuils d'effet des phénomènes accidentels</i> .....	175
2) <i>Seuils de toxicité aiguë de référence</i> .....	176
§II. Les études de danger relevant de la directive Seveso .....	176
A) Le champ d'application de l'étude de danger des installations Seveso ....	176
1) <i>Le particularisme de l'étude de danger des installations</i> <i>Seveso utilisant des substances dangereuses</i> .....	176
2) <i>La prise en compte de l'effet « domino » dans l'étude de dangers</i> .....	177
B) Le contenu de l'étude de danger des installations Seveso.....	178
1) <i>Contenu obligatoire de l'étude de danger</i> .....	178
2) <i>Analyse critique des éléments du dossier d'autorisation</i> .....	178
<b>Chapitre 4 – L'enquête publique applicable aux installations classées</b> .....	<b>179</b>
<b>Section 1. Ouverture et publicité de l'enquête publique</b> .....	<b>179</b>
§I. L'ouverture de l'enquête publique.....	179
A) Champ d'application de l'enquête publique .....	179
B) Contenu du dossier d'enquête publique .....	180
C) Arrêté d'ouverture de l'enquête publique .....	180
D) Enquêtes publiques de projets d'installation à l'initiative de collectivités territoriales .....	181
E) Enquêtes publiques sur le territoire d'un autre État pouvant entraîner en France des incidences notables sur l'environnement .....	181
§II. La publicité de l'enquête publique .....	182
A) Apposition d'affiches.....	182
B) Insertion dans deux journaux locaux ou régionaux .....	182
<b>Section 2. Déroulement de l'enquête publique</b> .....	<b>184</b>
§I. Le commissaire enquêteur .....	184
A) Désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête .....	184
B) Attributions du commissaire enquêteur.....	184
C) Rémunération du commissaire enquêteur.....	185
1) <i>Indemnisation du commissaire enquêteur</i> .....	185
2) <i>Cas où une provision peut être demandée à l'exploitant</i> .....	185
3) <i>Désignation d'un expert assistant le commissaire enquêteur</i> .....	186
<b>Section 3. Consultations et avis obligatoires</b> .....	<b>187</b>
§I. Avis et consultations obligatoires dans tous les cas.....	187
§II. Enquête administrative .....	188

<b>Chapitre 5 – L’arrêté préfectoral d’autorisation</b> .....	<b>189</b>
Section 1. Les arrêtés de prorogation .....	190
Section 2. La décision sur la demande d’autorisation - L’arrêté préfectoral d’autorisation.....	190
A) Éléments généraux pris en compte .....	190
B) Éloignement des installations .....	190
C) Impossibilité de prévenir ou de supprimer les dangers ou inconvénients .....	191
D) Les capacités techniques et financières. ....	192
<b>Titre 2. La déclaration</b> .....	<b>193</b>
<b>Chapitre 1 – Modalités de déclaration</b> .....	<b>193</b>
Section 1. Moment où la déclaration doit être faite.....	193
§I. Pièces et renseignements à fournir pour la déclaration .....	193
A) Installations autres que temporaires.....	193
B) Cas des installations temporaires .....	194
§II. Désaccord entre le déclarant et le préfet au sujet de la déclaration.....	195
<b>Chapitre 2 – Le récépissé de déclaration</b> .....	<b>195</b>
Section 1. Délivrance du récépissé de déclaration .....	195
§I. Principe.....	195
§II. Refus de délivrance du récépissé de déclaration.....	195
Section 2. Modalités pratiques liées à la délivrance du récépissé de déclaration.....	196
Section 3. Péremption du récépissé de déclaration.....	197
Section 4. Installations soumises à déclaration et l’urbanisme .....	197
<b>Titre 3. Les sanctions administratives pour défaut d’autorisation ou de déclaration</b> .....	<b>198</b>
<b>Chapitre 1 – Mise en demeure et suspension</b> .....	<b>198</b>
Section 1. Mise en demeure de régulariser .....	199
Section 2. Suspension de l’activité.....	199
Section 3. Autres cas .....	200
<b>Chapitre 2 – Fermeture ou suppression</b> .....	<b>201</b>
<b>PARTIE 5 – Le fonctionnement d’une installation classée</b>	
<b>Titre 1. Le contenu et la portée des prescriptions de fonctionnement</b> .....	<b>203</b>
<b>Chapitre 1 – Présentation des prescriptions</b> .....	<b>203</b>
Section 1. Une réglementation variable.....	204
Section 2. Les prescriptions édictées par d’autres législations ou d’autres dispositions du code de l’environnement.....	204

<b>Chapitre 2 – Objet des prescriptions de fonctionnement .....</b>	<b>206</b>
Section 1. La base juridique des prescriptions de fonctionnement.....	206
Section 2. Prescriptions imposées par l'administration en cas de carence.....	207
<b>Chapitre 3 – Mise en œuvre des prescriptions.....</b>	<b>207</b>
 <b>Titre 2. Surveillance et contrôle des prescriptions de fonctionnement.....</b>	<b>210</b>
<b>Chapitre 1 – Les contrôles .....</b>	<b>210</b>
Section 1. Le contrôle du respect des prescriptions de fonctionnement .....	210
Section 2. L'autosurveillance .....	210
Section 3. Le système de contrôle périodique des installations DC.....	211
<b>Chapitre 2 – Les études .....</b>	<b>212</b>
Section 1. Les études d'investigation et de contrôle.....	212
Section 2. Les études de sols sur les sites industriels en activité .....	213
 <b>Titre 3. Les sanctions administratives pour non-respect des prescriptions de fonctionnement.....</b>	<b>214</b>
<b>Chapitre 1 – Nécessité d'une mise en demeure .....</b>	<b>214</b>
Section 1. Mesures interdites par la mise en demeure.....	215
Section 2. Motivation de la mise en demeure.....	215
Section 3. Respect du principe du contradictoire.....	215
<b>Chapitre 2 – Consignation.....</b>	<b>216</b>
Section 1. Définition et caractères de la consignation .....	216
Section 2. Modalités de fixation et de recouvrement de la consignation.....	217
Section 3. Le régime contentieux des arrêtés de consignation et l'obligation de recours préalable auprès du comptable.....	218
<b>Chapitre 3. L'exécution d'office par l'administration, aux frais de l'exploitant, des mesures prescrites.....</b>	<b>219</b>
<b>Chapitre 4 – Suspension du fonctionnement de l'installation jusqu'à « exécution des conditions imposées » .....</b>	<b>219</b>
Section 1. Définition et caractères de la suspension .....	219
Section 2. Effets d'une procédure de suspension.....	220

## **PARTIE 6 – La vie de l'installation**

<b>Titre 1. Les modifications, extensions et transferts.....</b>	<b>221</b>
<b>Chapitre 1 – Principe .....</b>	<b>222</b>
<b>Chapitre 2 – La nécessité d'une nouvelle autorisation     ou déclaration selon la jurisprudence .....</b>	<b>223</b>

<b>Titre 2. Les interruptions et incidents d'exploitation .....</b>	<b>226</b>
<b>Chapitre 1 – Interruption pendant deux ans .....</b>	<b>226</b>
<b>Chapitre 2 – Interruption par accident d'exploitation .....</b>	<b>227</b>
<b>Chapitre 3 – Autres incidents et accidents d'exploitation .....</b>	<b>228</b>
<b>Chapitre 4 – Sanction de ces obligations .....</b>	<b>229</b>
<b>Titre 3. Le changement d'exploitant, la cessation de l'exploitation et la remise en état du site .....</b>	<b>229</b>
<b>Chapitre 1 – Le changement d'exploitant .....</b>	<b>229</b>
Section 1. Notions .....	229
Section 2. Installations dont le changement d'exploitant est soumis à une simple déclaration.....	230
Section 3. Péremption de l'autorisation et changement d'exploitant.....	231
<b>Chapitre 2 – La cessation d'activité.....</b>	<b>231</b>
Section 1. Cas général .....	231
Section 2. Cas de libération de terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage.....	232
Section 3. Régime applicable aux installations arrêtées à compter du 1 <sup>er</sup> octobre 2005.....	232
Section 4. Absence de notification par l'exploitant.....	233
<b>Chapitre 3 – La remise en état du site .....</b>	<b>233</b>
Section 1. Étendue de l'obligation de remise en état.....	233
§I. Champ d'application .....	233
A) Dispositions applicables à toutes les installations .....	233
B) Dispositions particulières aux carrières et stockages de déchets .....	234
1) <i>Pouvoirs du préfet concernant la remise en état</i> .....	234
2) <i>Application de la prescription trentenaire</i> .....	235
Section 2. Contenu de l'obligation de remise en état.....	236
§I. Installations autorisées sur un site nouveau dont la demande a été déposée postérieurement au 1 <sup>er</sup> mars 2006.....	237
A) Procédure de détermination de l'usage .....	237
B) Mesures à prendre par l'exploitant .....	238
1) <i>Installations de classe A</i> .....	238
2) <i>Installations de classe D</i> .....	238
§II. Contenu de la remise en état .....	239
A) Généralités sur les prescriptions.....	239
B) Absence de conséquence de la jurisprudence « Van de Walle » .....	240
§III. Contenu de la remise en état .....	241
A) Objectifs de réhabilitation des sols.....	241
1) <i>Circulaire du 8 février 2007 sur les modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués</i> .....	241
2) <i>La démarche IEM</i> .....	242

B) Le plan de gestion.....	242
<b>Section 3. Personnes responsables de la remise en état .....</b>	<b>244</b>
§I. Remise en état du site par l'exploitant .....	244
§II. Remise en état du site en cas de succession d'exploitants.....	246
§III. Remise en état du site par le détenteur .....	247
A) Remise en état du site par le détenteur.....	247
B) Notion de propriétaire et d'exploitant .....	248
1) <i>La qualité de propriétaire ne recouvre pas celle de détenteur.....</i>	<i>248</i>
2) <i>Cas d'application de la jurisprudence SCI Les Peupliers .....</i>	<i>249</i>
3) <i>Mise en cause du propriétaire en l'absence</i> <i>d'exploitant présent et solvable .....</i>	<i>250</i>
C) Articulation avec la législation sur les déchets.....	252
§IV. Installations dont l'exploitant est en redressement ou en liquidation judiciaires.....	253
§V. Application des règles du droit privé.....	255
<b>Section 4. Procédure de remise en état du site et inventaires des sites pollués.....</b>	<b>255</b>
§I. Procédure de remise en état du site.....	255
§II. Inventaire national des sites et sols pollués .....	258
 <b>Titre 4. La suppression ou la suspension d'installations dangereuses.....</b>	<b>259</b>
<b>Chapitre 1 – La fermeture ou la suppression</b> <b>des installations irrémédiablement gênantes.....</b>	<b>259</b>
Section 1. Fermeture pour nuisances graves.....	259
Section 2. Installations pouvant être fermées ou supprimées.....	260
§I. Conditions de la fermeture ou de la suppression de l'installation.....	260
§II. Procédure de fermeture ou suppression.....	261
<b>Chapitre 2 – La suspension pour risques ou inconvénients nouvellement connus.....</b>	<b>261</b>
Section 1. Contenu de la mesure de suspension .....	261
Section 2. Procédure et recours en matière de suspension .....	262

## Livre III. La législation sur l'eau

### PARTIE 1 – Aspects généraux de la législation de l'eau

<b>Titre 1. La protection juridique de l'eau .....</b>	<b>265</b>
<b>Chapitre 1 – Les textes fondamentaux.....</b>	<b>265</b>
Section 1. Les principales lois sur l'eau.....	265
§I. Rénovation de l'organisation institutionnelle.....	265
A) Refonte des redevances des agences de l'eau .....	265
B) Création de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques.....	266

§II. Nouveaux moyens pour préserver la ressource et la qualité des eaux.....	266
A) Mesures concernant la ressource en eau .....	266
B) Mesures concernant les pollutions des eaux .....	266
§III. Renforcement de la gestion locale de l'eau .....	267
§IV. Consécration du droit d'accès à l'eau potable pour tous et amélioration de la transparence du service de l'eau .....	267
<b>Section 2. Les textes et sources très diverses à consulter.....</b>	<b>269</b>
<b>Chapitre 2 – Le régime juridique des eaux.....</b>	<b>269</b>
<b>Section 1. Eaux douces.....</b>	<b>269</b>
§I. Le régime juridique des eaux douces.....	269
§II. Appropriation ou droit d'usage des eaux superficielles non domaniales .....	270
§III. Eaux souterraines .....	271
<b>Section 2. Consistance du domaine public fluvial.....</b>	<b>272</b>
§I. Définition.....	272
§II. Travaux sur le domaine public fluvial.....	272
 <b>Titre 2. La planification des politiques de l'eau.....</b>	 <b>274</b>
<b>Chapitre 1 – Les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) .....</b>	 <b>274</b>
Section 1. Contenu des SDAGE .....	274
Section 2. Intégration de la directive-cadre .....	275
<b>Chapitre 2 – Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) .....</b>	<b>276</b>
Section 1. Contenu et élaboration des SAGE .....	276
Section 2. Limitation des périmètres du SAGE.....	277
§I. Commission locale de l'eau .....	277
§II. Contenu du SAGE .....	278
§III. Effets juridiques du SAGE.....	278
<b>Chapitre 3 – Les contrats de rivière et autres contrats .....</b>	<b>279</b>
Section 1. Contrats de rivière .....	279
§I. Élaboration .....	279
§II. Absence d'effets juridiques .....	280
 <b>Titre 3. Les aspects communautaires et internationaux .....</b>	 <b>281</b>
<b>Chapitre 1 – Énumération des principales directives .....</b>	<b>281</b>
<b>Chapitre 2 – La directive-cadre du 23 octobre 2000.....</b>	<b>281</b>
Section 1. les objectifs de la loi.....	281
Section 2. Loi portant transcription de la directive-cadre.....	283

**PARTIE 2 – Régime général des prélèvements et rejets**

<b>Titre 1. La procédure d'autorisation .....</b>	<b>286</b>
<b>Chapitre 1 – Cadre général .....</b>	<b>286</b>
Section 1. Domaine d'application .....	286
§I. Application aux installations classées .....	286
§II. Application du décret à d'autres procédures.....	286
Section 2. Instruction des dossiers de demandes d'autorisations et déclarations loi sur l'eau et loi sur la pêche .....	287
§I. La nomenclature « Eau » .....	287
§II. Autorité compétente pour l'autorisation .....	287
<b>Chapitre 2 – Instruction de la demande d'autorisation .....</b>	<b>288</b>
Section 1. Le dossier de demande .....	288
Section 2. Le document d'incidences .....	289
Section 3. Étude d'impact.....	290
<b>Chapitre 3 – Enquête publique .....</b>	<b>291</b>
Section 1. Déroulement de l'enquête publique.....	291
Section 2. Cas particuliers .....	292
<b>Chapitre 4 – Les consultations obligatoires.....</b>	<b>292</b>
Section 1. Consultation du préfet coordonnateur de bassin.....	292
Section 2. Avis recueillis simultanément à l'enquête publique .....	292
Section 3. Consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) .....	293
<b>Chapitre 5 – La délivrance de l'autorisation et ses conséquences.....</b>	<b>294</b>
Section 1. Arrêté statuant sur la demande d'autorisation.....	294
Section 2. Information des tiers .....	294
Section 3. Autorisations temporaires .....	294
Section 4. Renouvellement ou prorogation de l'arrêté d'autorisation .....	295
Section 5. Les droits acquis .....	295
<b>Chapitre 6 – Les prescriptions imposées .....</b>	<b>296</b>
Section 1. Contenu et validité de l'autorisation.....	296
§I. Contenu de l'autorisation .....	296
§II. Durée de validité de l'autorisation.....	297
Section 2. Les prescriptions techniques .....	297
§I. Contenu des arrêtés de prescriptions techniques .....	297
§II. Les critères et conditions qui doivent être prises en compte.....	297
Section 3. Contrôles.....	298
§I. Les moyens de contrôle .....	298
§II. Mise en compatibilité avec un SDAGE ou avec un SAGE.....	298
§III. Cessation de l'exploitation ou de l'affectation d'une installation .....	299
§IV. Dispositions particulières.....	299



<b>Titre 2. La procédure de déclaration .....</b>	<b>299</b>
<b>Chapitre 1 – Dépôt de la déclaration.....</b>	<b>300</b>
Section 1. Les personnes concernées .....	300
Section 2. Opposition à déclaration .....	301
<b>Chapitre 2 – Prescriptions générales.....</b>	<b>302</b>
Section 1. Règles générales .....	302
Section 2. Prescriptions particulières ou complémentaires.....	302
<b>Titre 3. Les prescriptions de fonctionnement .....</b>	<b>303</b>
<b>Chapitre 1 – Prescriptions générales et particulières.....</b>	<b>303</b>
Section 1. Prescription générales.....	303
Section 2. Prescriptions particulières .....	304
<b>Chapitre 2 – Réforme de la nomenclature .....</b>	<b>304</b>
Section 1. Décret du 17 juillet 2006.....	304
Section 2. Objectifs de la refonte de la nomenclature.....	305
<b>PARTIE 3 – Les prélèvements industriels d’eaux douces</b>	
<b>Titre 1. Les prélèvements d’eaux.....</b>	<b>307</b>
<b>Chapitre 1 – Les prélèvements d’eaux souterraines.....</b>	<b>307</b>
Section 1. Prélèvements et consommation d’eau .....	307
§I. Prélèvements et consommation d’eau par l’exploitant .....	307
§II. Compatibilité avec les SDAGE et SAGE.....	307
Section 2. Sondages, ouvrages souterrains	
ou travaux de fouille dont la profondeur excède dix mètres.....	308
<b>Chapitre 2 – Les prélèvements d’eaux superficielles.....</b>	<b>308</b>
<b>Titre 2. La pollution industrielle des eaux douces.....</b>	<b>309</b>
<b>Chapitre 1 – Principes généraux .....</b>	<b>309</b>
Section 1. Rejets des installations classées et réglementation de l’eau .....	309
Section 2. Les prescriptions de l’arrêté intégré du 2 février 1998 .....	310
§I. Apports de l’arrêté intégré .....	310
§II. Prescriptions techniques spécifiques concernant l’eau applicables	
aux installations classées soumises à autorisation.....	311
A) Normes sévères pour les rejets de métaux et composés de métaux	
et de matières toxiques .....	311
B) Le contenu de l’arrêté d’autorisation.....	311
C) Les valeurs limites de rejet .....	312
D) Conditions de rejet.....	312
E) Installations de traitement des effluents.....	312

F) Surveillance des rejets .....	313
G) Dérogations aux prescriptions de l'arrêté .....	313
<b>Chapitre 2 – Prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à déclaration .....</b>	<b>313</b>
<b>Chapitre 3 – Le déversement dans un réseau d'assainissement collectif .....</b>	<b>314</b>
Section 1. Autorisation nécessaire .....	314
§I. Principe.....	314
§II. Convention d'autorisation .....	315
Section 2. Prescriptions techniques.....	315
§I. Réseau muni d'une station d'épuration.....	315
§II. Réseau non-muni d'une station d'épuration .....	316
§III. Déversement du réseau dans le milieu récepteur.....	316
<b>Chapitre 4 – L'épuration des eaux industrielles.....</b>	<b>316</b>
Section 1. Règles d'expropriation .....	316
Section 2. Stations d'épuration des installations classées .....	317
<b>Chapitre 5 – La pollution accidentelle des eaux douces .....</b>	<b>317</b>
Section 1. Intervention en cas d'accident ou d'incident .....	317
§I. Devoirs d'information .....	317
§II. Mesures éventuelles à prendre.....	318
§III. Remboursement éventuel des frais engagés.....	319

#### **PARTIE 4 – La responsabilité administrative, pénale et civile des particuliers, des industriels et des collectivités publiques**

<b>Titre 1. La responsabilité administrative .....</b>	<b>321</b>
Chapitre 1 – Les conditions de la mise en jeu de la responsabilité .....	321
Chapitre 2 – Exemples de la responsabilité de l'État .....	322
<b>Titre 2. La responsabilité pénale.....</b>	<b>323</b>
Chapitre 1 – Différents cas de responsabilité pénale en matière de pollution des eaux.....	323
Chapitre 2 – Personnes responsables pénalement.....	323
Section 1. Une personne physique .....	324
Section 2. Une personne morale .....	324
Chapitre 3 – Le délit de pollution des eaux douces .....	326
Section 1. Champ d'application de l'article L.432-2 du code de l'environnement.....	326
Section 2. Pollutions visées par l'article L.432-2 du code de l'environnement .....	327
Section 3. Destruction de poisson .....	327
Section 4. Preuve du dommage .....	328
Section 5. Peut-on réprimer des agissements involontaires ?.....	329

Section 6. Personnes pouvant faire l'objet de poursuites.....	330
Section 7. Transaction en matière d'eau douce.....	330
§I. En matière de pêche.....	330
§II. En matière de police de l'eau.....	332
<b>Chapitre 4 – L'effectivité des sanctions pénales.....</b>	<b>332</b>
Section 1. Des contrôles insuffisants.....	332
Section 2. Des services asphyxiés et bridés.....	333
Section 3. Une jungle réglementaire.....	333
Section 4. Des sanctions peu dissuasives.....	333
Section 5. Trop de classements sans suite.....	333
<b>Titre 3. La responsabilité civile.....</b>	<b>334</b>
<b>Chapitre 1 – Responsabilité civile au niveau français et international.....</b>	<b>334</b>
Section 1. La directive européenne du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale..	334
Section 2. La responsabilité civile en France.....	335
§I. Personnes civilement responsables.....	336
A) Les entreprises ou les entrepreneurs.....	336
B) Les sociétés de distribution d'eau potable.....	337
C) Les établissements publics et concessionnaires.....	337
D) Les particuliers et associations.....	338
§II. Obligation d'effectuer des travaux.....	338

## Livre IV. Les déchets

### PARTIE 1 – Notions générales

<b>Titre 1. Cadre général de la réglementation.....</b>	<b>343</b>
<b>Chapitre 1 – Définition d'un déchet.....</b>	<b>343</b>
Section 1. Définition légale.....	343
Section 2. Notion de déchets ultimes.....	344
Section 3. Classification française.....	344
§I. Déchets ménagers et assimilés.....	345
§II. Déchets et activités agricoles.....	345
§III. Déchets industriels.....	346
§IV. Déchets particuliers.....	346
§V. Déchets inertes.....	347
<b>Chapitre 2 – Les textes principaux et les grands principes de la réglementation.....</b>	<b>347</b>
Section 1. Les principaux textes juridiques.....	347
Section 2. Les principes.....	348

§I. L'élimination des déchets .....	348
§II. Droit à l'information .....	349

<b>Titre 2. Prévention et gestion des déchets.....</b>	<b>350</b>
<b>Chapitre 1 – Prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets.....</b>	<b>350</b>
Section 1. Objectifs de l'article L.541-1.....	350
Section 2. En cas d'infraction.....	351
Section 3. Sites et sols pollués.....	352
<b>Chapitre 2 – Les textes communautaires.....</b>	<b>353</b>
Section 1. La directive du 15 juillet 1975 relative aux déchets.....	354
Section 2. La directive du 19 novembre 2008 relative aux déchets.....	355

## PARTIE 2 – La réglementation des déchets industriels

<b>Titre 1. Caractéristiques des déchets industriels .....</b>	<b>361</b>
<b>Chapitre 1 – Nature et quantité de ces déchets.....</b>	<b>361</b>
Section 1. La quantité.....	361
Section 2. Quatre grands principes pour la gestion des déchets.....	362
<b>Chapitre 2 – Textes juridiques .....</b>	<b>363</b>
Section 1. Au niveau national.....	363
Section 2. Au niveau communautaire.....	363
<b>Titre 2. Le contrôle et la transparence sur les déchets industriels .....</b>	<b>364</b>
<b>Chapitre 1 – Obligations et possibilités .....</b>	<b>364</b>
Section 1. Obligations de l'entreprise .....	364
Section 2. Plans d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS) .....	366
§I. Les plans régionaux.....	366
§II. Les plans nationaux.....	366
<b>Chapitre 2 – Informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances..</b>	<b>367</b>
Section 1. Information .....	367
Section 2. Contrôle des circuits d'élimination des déchets.....	367
§I. Dispositif applicable.....	368
A) Tenue de registres .....	368
B) Déclarations annuelles.....	369
§II. Bordereaux de suivi .....	369
§III. Déchets d'amiante .....	369
§IV. Obligations des transporteurs.....	370
Section 3. Exportation et importation des déchets .....	371
§I. Autorisations préalables : pas de libre circulation des déchets.....	371
§II. Convention ONU de Bâle et décision OCDE intégrées au règlement communautaire.....	371

<b>Titre 3. L'élimination .....</b>	<b>372</b>
<b>Chapitre 1 – Les différentes formules d'élimination des déchets par l'entreprise .....</b>	<b>372</b>
Section 1. Élimination dans une installation classée .....	372
Section 2. Élimination hors de l'entreprise.....	373
Section 3. Stations de transit de déchets industriels .....	374
Section 4. Décharges de déchets industriels.....	375
Section 5. Stockages de déchets industriels spéciaux ultimes .....	375
§I. Stockage des déchets industriels spéciaux .....	375
§II. Incinération des déchets industriels spéciaux .....	376
§III. Stockage souterrain de déchets ultimes .....	377
§IV. Incinération ou rejet en mer.....	378
Section 6. L'élimination des déchets dangereux dans les ICPE.....	379
<b>Chapitre 2 – La dimension fiscale des déchets.....</b>	<b>380</b>
Section 1. Taxe sur les déchets industriels spéciaux .....	380
Section 2. Aides à l'élimination des déchets industriels .....	381

### **PARTIE 3 – Les déchets inertes**

<b>Titre 1. L'évolution jurisprudentielle jusqu'en 2005 .....</b>	<b>383</b>
<b>Titre 2. Le stockage de déchets inertes relevant de l'autorisation prévue à l'article L.541-30-1 .....</b>	<b>385</b>
Chapitre 1 – Régime particulier d'autorisation de stockage des déchets inertes.....	385
Chapitre 2 – Conditions d'autorisation et d'exploitation des stockages de déchets inertes .....	386
Chapitre 3 – Les règles des marchés publics .....	387
Chapitre 4 – Les déchets industriels inertes provenant d'installations classées .....	387

### **PARTIE 4 – Les huiles usagées**

<b>Titre 1. Interdiction générale de rejet .....</b>	<b>389</b>
<b>Titre 2. Collecte et élimination des huiles usagées.....</b>	<b>390</b>
Chapitre 1 – Obligations des détenteurs .....	390
Chapitre 2 – Obligations des ramasseurs.....	391
Chapitre 3 – Obligations des éliminateurs .....	391
Chapitre 4 – Aides à la collecte et à la valorisation des huiles usagées .....	391

**PARTIE 5 – Des exemples de responsabilité pénale et civile**

<b>Titre 1. En matière pénale .....</b>	<b>393</b>
<b>Titre 2. En matière civile.....</b>	<b>395</b>
<b>Titre 3. Responsabilité du producteur en cas de remise de déchets à un tiers.....</b>	<b>397</b>
Chapitre 1 – La notion de prolongement direct et la remise des déchets à un transporteur .....	397
Chapitre 2 – La notion de prolongement direct et la remise des déchets à une installation d'élimination .....	398
<b>Titre 4. La responsabilité des services publics, des collectivités publiques ou de l'État .....</b>	<b>399</b>
Chapitre 1 – Fondements de cette responsabilité .....	399
Chapitre 2 – Exemples de responsabilité des collectivités publiques en matière de déchets .....	400
Chapitre 3 – Responsabilité pour faute ou carence de l'administration .....	401
Section 1. Faute du maire.....	401
Section 2. La faute de l'État.....	402
Section 3. Responsabilités partagées .....	403
Section 4. Faute de l'État conseil ou prestataire .....	403

**Livre V. La protection de l'air****PARTIE 1 – Les éléments juridiques de la protection de l'air**

<b>Titre 1. Définition .....</b>	<b>407</b>
Chapitre 1 – Définition française.....	407
Chapitre 2 – Définition internationale.....	407
Section 1. Définition de l'OCDE.....	407
Section 2. Définition de la Convention de Genève .....	408
<b>Titre 2. Textes fondamentaux .....</b>	<b>408</b>
Chapitre 1 – Dispositions françaises relatives à l'air .....	408
Chapitre 2 – Dispositions internationales .....	409
Section 1. La Convention de Genève.....	409
Section 2. Autres protocoles internationaux.....	410

Section 3. Autres textes internationaux.....	411
<b>Chapitre 3 – Textes européens.....</b>	<b>412</b>

## **PARTIE 2 – Vers un système mondial de gestion des gaz à effet de serre**

<b>Titre 1. L'analyse des problèmes climatiques.....</b>	<b>416</b>
<b>Chapitre 1 – Les causes.....</b>	<b>416</b>
<b>Chapitre 2 – Deux types de mesures pour enrayer le réchauffement climatique.....</b>	<b>417</b>
Section 1. Les mesures d'atténuation.....	417
Section 2. Les mesures d'adaptation.....	417
<b>Chapitre 3 – Impact sur les entreprises.....</b>	<b>417</b>
<b>Titre 2. Méthodes actuelles de gestion des gaz à effet de serre.....</b>	<b>418</b>
<b>Chapitre 1 – Prise de conscience des entreprises.....</b>	<b>418</b>
<b>Chapitre 2 – Utilité d'une méthodologie de gestion des GES.....</b>	<b>419</b>
Section 1. Principes de base pour la gestion des GES.....	420
§I. Différents gaz à effet de serre.....	420
§II. Phase d'évaluation des GES.....	421
§III. Phase de collecte des GES.....	421
§IV. Phase de gestion des GES.....	421
Section 2. Périmètre organisationnel.....	422
§I. Contrôle.....	422
§II. Titres de participation.....	422
Section 3. Périmètre opérationnel.....	423
<b>Chapitre 3 – Différents outils de gestion des GES.....</b>	<b>424</b>
Section 1. Principales méthodes de comptabilité des GES.....	424
§I. Le GHG Protocol.....	424
§II. Le bilan Carbone ADEME.....	425
§III. DEFRA GHG Guidance.....	425
Section 2. Principaux systèmes de reporting et de gestion des GES.....	426
§I. Les systèmes de gestion obligatoires.....	426
A) Le protocole de Kyoto.....	426
B) Le système de marché de permis d'émission (IETA).....	427
C) Le système communautaire d'échange de quota d'émissions (SCEQE).....	427
§II. Systèmes de <i>reporting</i> volontaires.....	431
A) Le Global reporting Initiative (GRI).....	431
B) The carbon disclosure Project (CDP).....	431
Section 3. Comparaison des outils actuels de gestion des GES.....	432

## Livre VI. La protection contre la nuisance sonore

### PARTIE 1 – Notions générales sur les nuisances sonores

**Titre 1. Définition du bruit** ..... 437

**Titre 2. Mesure du bruit** ..... 438

### PARTIE 2 – Planification de la lutte contre le bruit

**Titre 1. Plan national d'actions contre le bruit (PNSE)** ..... 441

**Chapitre 1 – L'isolation phonique des logements soumis à un bruit excessif** ..... 441

Section 1. Les aéroports ..... 441

Section 2. Les bâtiments publics ..... 442

**Chapitre 2 – La lutte au quotidien** ..... 443

Section 1. L'éducation des élèves du primaire et du secondaire ..... 443

Section 2. La saisie et la destruction des pots d'échappement non conformes des deux roues ..... 443

Section 3. L'amélioration du traitement des plaintes en matière de bruit de voisinage ..... 443

**Titre 2. Plan national santé environnement 2 (PNSE 2)** ..... 444

**Chapitre 1 – Présentation** ..... 444

**Chapitre 2 – Renforcement de la police du bruit** ..... 445

562

### PARTIE 3 – Mesures générales

**Titre 1. Au niveau national** ..... 447

**Titre 2. Au niveau européen** ..... 447

## Livre VII. Le droit d'urbanisme et la protection de l'environnement

### Partie 1 – Documents d'urbanisme

**Titre 1. Réforme de l'urbanisme par la loi SRU** ..... 451

**Chapitre 1 – Réforme sur les principes** ..... 451

**Chapitre 2 – Réforme de l'élaboration des documents d'urbanisme** ..... 452

Section 1. L'enquête publique ..... 452

Section 2. Les personnes associées, concertées ou consultées ..... 452



Section 3. Le porter à connaissance.....	453
<b>Titre 2. Les schémas de cohérence territoriale (SCOT).....</b>	<b>453</b>
<b>Chapitre 1 – Élaboration des SCOT.....</b>	<b>453</b>
Section 1. Objectifs des SCOT.....	453
Section 2. Le périmètre du SCOT.....	455
<b>Chapitre 1 – Le contenu du SCOT.....</b>	<b>456</b>
Section 1. Rapport de présentation.....	456
Section 2. Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD).....	456
Section 3. Orientations générales.....	457
<b>Titre 3. Les PLU.....</b>	<b>457</b>
<b>Chapitre 1 – Objectifs des PLU.....</b>	<b>457</b>
<b>Chapitre 2 – Les conséquences juridiques du label</b>	
<b>Haute qualité environnementale sur les PLU.....</b>	<b>458</b>
Section 1. Les conditions juridiques du dépassement du coefficient d'occupation des sols (COS).....	459
§I. Le COS.....	459
§II. Conditions d'attribution des labels TPHE et BBC.....	460
Section 2. La réforme du label HPE.....	462
Section 3. Le Grenelle de l'environnement issu de la loi du 3 août 2009.....	464
<b>Chapitre 3 – Des POS au PLU : dispositions transitoires.....</b>	<b>467</b>
<b>Chapitre 4 – Contenu et effet des PLU.....</b>	<b>467</b>
Section 1. Contenu des PLU.....	467
§I. Le rapport de présentation.....	467
A) La jurisprudence.....	468
B) Les limitations.....	468
C) Les incidences.....	468
§II. Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD).....	469
§III. Le règlement et les documents graphiques.....	469
§IV. Les annexes.....	470
Section 2. Principes du zonage du PLU/POS.....	470
§I. Les zones urbaines (zones U).....	470
A) Les espaces verts.....	470
B) Les plantations.....	471
§II. Les zones à urbaniser (zones UA).....	471
§III. Les zones agricoles (zones A).....	471
§IV. Les zones naturelles et forestières (zones N).....	472
Section 3. Effets des PLU.....	472

<b>Titre 4. Les autres documents d'urbanisme et l'environnement .....</b>	<b>474</b>
<b>Chapitre 1 – Les cartes communales .....</b>	<b>474</b>
Section 1. Le contenu de la carte communale .....	474
Section 2. Les effets juridiques .....	474
Section 3. Dérogations à l'urbanisation .....	475
<b>Chapitre 2 – Les zones d'aménagement concerté (ZAC) .....</b>	<b>476</b>
Section 1. Procédure de création .....	476
Section 2. Approbation du dossier de création .....	476
§I. L'élaboration.....	476
§II. Les effets.....	477

## PARTIE 2 – Délivrance du permis de construire et contraintes environnementales

<b>Chapitre 1 – L'atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique .....</b>	<b>479</b>
<b>Chapitre 2 – Les protections spécifiques .....</b>	<b>481</b>
Section 1. Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF).....	481
§I. Le contexte.....	481
§II. Les objectifs.....	482
§III. La portée juridique.....	482
Section 2. La prise en compte des ZNIEFF	
dans la planification et les documents d'urbanisme .....	483
§I. Les zones Natura 2000 et les ZPS.....	484
A) Les zones Natura 2000 .....	484
B) Les zones spéciales de conservation (ZSC).....	485
§II. Les zones humides .....	486
§III. Les possibilités de construction dans les zones A et N du PLU .....	487
§IV. Les arrêtés de biotopes .....	488
§V. La loi Littoral.....	489
A) Les buts de la loi .....	489
B) Champ d'application .....	490
C) Protection des espaces remarquables .....	490
§VI. La loi Paysage.....	490
§VII. Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (les anciennes ZPPAUP).....	490
A) Protection du patrimoine paysager et urbain .....	490
B) Servitude des abords des monuments historiques .....	492
§VIII. Les réserves naturelles.....	493
A) Définition .....	493
B) Les effets juridiques .....	494
C) Réserves naturelles régionales (RNR) .....	494
§IX. Les EBC.....	494

§X. Les sites inscrits.....	495
§XI. Les sites classés.....	496

## **Livre VIII. La dimension environnementale et sociale dans les marchés publics nationaux**

### **PARTIE 1 – Intégration de clauses environnementales dans les marchés publics**

<b>Titre 1. Les nouveaux textes régissant les marchés publics.....</b>	<b>501</b>
<b>Chapitre 1 – La place de l’environnement dans les marchés publics communautaires.....</b>	<b>502</b>
Section 1. Les textes communautaires.....	502
Section 2. La jurisprudence communautaire.....	503
<b>Chapitre 2 – Les textes nationaux.....</b>	<b>504</b>
<b>Titre 2. Le contenu environnemental des marchés publics.....</b>	<b>507</b>
<b>Chapitre 1 – Détermination des besoins à satisfaire.....</b>	<b>507</b>
<b>Chapitre 2 – Spécifications techniques.....</b>	<b>508</b>
<b>Chapitre 3 – Conditions d’exécution d’un marché.....</b>	<b>508</b>
Section 1. Le développement durable.....	509
Section 2. Les capacités techniques.....	509
Section 3. Les clauses sociales.....	510
Section 4. Le coût global.....	510
Section 5. Les systèmes de gestion environnementale.....	510
§I. La définition d’un système de management environnemental (SME).....	510
§II. La portée juridique de ces critères de sélection.....	511

565

### **PARTIE 2 – La dimension sociale des marchés publics**

<b>Titre 1. La prise en compte de considérations sociales dans les marchés publics.....</b>	<b>513</b>
<b>Chapitre 1 – Les principes.....</b>	<b>513</b>
Section 1. L’origine jurisprudentielle de ces principes.....	513
Section 2. Les limites qui encadrent cette liberté.....	514
<b>Chapitre 2 – Les exceptions.....</b>	<b>514</b>
Section 1. L’établissement du principe.....	514
Section 2. L’exemple des ateliers protégés.....	515
Section 3. Les conditions d’exécution d’un marché.....	516

Section 4. Les règles qui s'appliquent pendant l'exécution d'un marché public .....	516
---	-----

**Titre 2. Les conditions de la mise en place de critères sociaux..... 517**

**Chapitre 1 – Les critères non discriminatoires..... 517**

Section 1. Respect du principe de transparence .....	517
--	-----

Section 2. L'offre économiquement la plus avantageuse .....	517
---	-----

**Chapitre 2 – Les principes fixés par le code français des marchés publics ..... 518**

Section 1. La loi de programmation et de cohésion sociale du 18 janvier 2005.....	518
---	-----

Section 2. Les marchés protégés ou pour l'insertion .....	519
---	-----

**Chapitre 3 – Les principales dispositions du code des marchés publics pouvant influencer sur la définition d'une commande publique socioresponsable..... 520**

Section 1. Une définition préalable des besoins de l'acheteur public.....	520
---	-----

Section 2. Le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence.....	522
---	-----

§I. Les offres non conformes à l'objet du marché.....	522
---	-----

§II. La légalité des exigences et des critères sociaux.....	522
---	-----

§III. L'égalité des candidats et de leurs sous-traitants devant la concurrence.....	523
---	-----

Section 3. Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	525
--	-----

§I. Éviter tout risque de dégradation des conditions techniques d'exécution de ce marché.....	526
---	-----

§II. Des interrogations qui méconnaissent l'extension et la diversification récentes du champ de l'insertion sociale.....	526
---	-----

**Conclusion générale ..... 529**

**Table des sigles ..... 533**

**Bibliographie..... 537**